

**MINISTERE DE L'INDUSTRIE
ET DU COMMERCE**

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

**RAPPORT DE SYNTHESE DE L'ATELIER NATIONAL
DE VALIDATION DE L'ETUDE DIAGNOSTIQUE
D'INTEGRATION DU COMMERCE AU MALI (EDIC)**
du 29 novembre au 1^{er} Décembre 2004

Décembre 2004

I. INTRODUCTION

Les 29, 30 novembre et 1^{er} décembre 2004 s'est tenu l'Atelier National de validation de l'Etude Diagnostique d'Intégration du Commerce (EDIC) au Mali organisé par le Ministère de l'Industrie et du Commerce, au Palais des Congrès de Bamako.

La cérémonie d'ouverture présidée par le Dr Choguel Kokala MAÏGA, Ministre dudit département a eu lieu le 29 novembre 2004.

l'Organisation Mondiale du Commerce, la Banque Mondiale, la CNUCED, le CCI et le PNUD étaient tous représentés à cet atelier.

Son Excellence, Madame l'Ambassadrice du Canada, le Premier Secrétaire de l'Ambassade du Royaume des pays Bas chargé du développement rural, la Directrice de l'USAID, le Chef de la Mission Economique Française, les représentants des institutions internationales et des organismes de coopération bilatérale et multilatérale étaient invités à la cérémonie d'ouverture.

Ont participé aux travaux de l'Atelier, les représentants des départements ministériels, des services techniques impliqués dans la gestion du commerce et des représentants du secteur privé ainsi que de la société civile.

La liste des participants est jointe en annexe.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée comme suit :

- Exposé succinct sur le Cadre Intégré par Mr Hans-Peter Werner, représentant de l'OMC.
- Discours d'ouverture de Mr le Ministre de l'Industrie et du Commerce.

L'exposé du représentant de l'OMC, organisme assurant le secrétariat du Cadre Intégré pour les six organisations internationales a porté sur la genèse du Cadre Intégré, les avantages escomptés, les appuis des partenaires, notamment la disponibilité immédiate du fonds d'affectation dénommé «Guichet II», pour le financement de projets et activités avant

la tenue de la Table Ronde et visant à faciliter la mise en œuvre du programme.

Le représentant de l'OMC a également exposé l'expérience de certains pays bénéficiaires du programme d'assistance liée au commerce.

Dans son discours d'ouverture, après avoir souhaité la bienvenue aux invités, le Ministre a rappelé la collaboration dans la mise en œuvre du Cadre Intégré des partenaires bilatéraux, en l'occurrence l'US AID et multilatéraux.

Il a mis l'accent sur l'importance du Cadre Intégré pour le Mali et celle de l'étape décisive que constitue la validation de l'EDIC dans la mesure où le plan d'actions qui en ressortira indiquera les mesures à prendre pour le développement du commerce en vue de réduire la pauvreté au Mali.

Cette importance, a-t-il rappelé, a motivé l'organisation par le Ministère de l'Industrie et du Commerce des ateliers sectoriels qui ont permis un travail préliminaire sur la version provisoire de l'Etude faite par le groupe de consultants commis par la Banque Mondiale.

Par conséquent, le Ministre a invité les participants aux travaux à proposer des mesures en harmonie avec les objectifs du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP).

Le retrait des officiels a marqué la fin de la cérémonie d'ouverture.

A la reprise, une brève allocution a été faite par Mr Leendert Solleveld, représentant de la Banque Mondiale au nom des partenaires.

La présentation générale du Rapport fut faite par Mr Diamé Diop, économiste à la Banque Mondiale

II. PRESENTATIONS THEMATIQUES

Quatre thèmes ont fait l'objet de présentation par les experts et les consultants.

Ce sont :

- Facilitation du commerce et douanes par Mr Serge Duhamel, consultant à l'Organisation Mondiale des Douanes ;
- Cadre institutionnel et environnement des affaires par Mr Moussa Diakité, consultant, Bureau du Modérateur Etat-Secteur privé ;
- Politique commerciale et pauvreté par Mr Diamé Diop, économiste à la Banque Mondiale ;
- Agriculture, élevage, mines, tourisme, et industries culturelles par Mr Abdoul Barry, chargé de Politique à Trade Mali.

Quelques questions d'ordre général et portant sur les différents thèmes ont été posées par les participants. Des réponses claires et concises ont été données par les conférenciers à la satisfaction de tous.

III. CONSTITUTION DU BUREAU DE L'ATELIER ET DES GROUPES DE TRAVAIL

Le Bureau de l'Atelier composé comme suit a été élu :

- Président de plénière : Mme Diallo Madeleine Bâ, Conseiller Technique au Ministère de l'Industrie et du Commerce.
- Rapporteur Général : Mr Mohamed Sidibé, Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence.
- Groupe 1 : **mesures trans-sectorielles**
 - Président : Mr Sidi Mohamed Ichrah, Direction Nationale des Douanes ;
 - Rapporteurs : MM. Mohamed Sidibé, Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence ;
Mamadou Konaté Conseiller à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali.
- Groupe 2 : **mesures sectorielles**
 - Président : M. Herry Coulibaly, Ministère de l'Elevage et de la Pêche
 - Rapporteurs : MM Moussa KIENTA, APCAM
Issoufi Maiga, DNCC
Issa CAMARA, OMATHO

IV. METHODOLOGIE

La méthodologie de travail proposée par Mr Hans-Peter Werner fut adoptée. Il s'agissait d'apporter la réponse aux questions suivantes :

- 1- Les actions proposées dans la matrice d'actions ont-elles été bien formulées ?
- 2- Y a t-il de nouvelles actions à proposer et d'autres à éliminer ?
- 3- Les calendriers proposés pour la mise en œuvre des actions sont-ils réalistes ? Si non, formuler un calendrier plus réaliste.
- 4- Les structures responsables de la mise en œuvre des actions sont-elles clairement identifiées et sont elles adéquates?

V. TRAVAUX EN GROUPE

Les travaux de groupe ont abouti, après synthèse, à l'adoption du plan d'actions présenté dans la matrice ci-après :

MATRICE D' ACTIONS

Objectifs	Mesures	Structures concernées	Calendrier
I. Mesures Trans- sectorielles			
I.1 Transport et services publics			
Améliorer la qualité des services de transport routier et la concurrence dans le secteur	<p><u>Au niveau régional</u> : (i) mener des actions auprès de l'UEMOA pour réduire le TEC à l'importation des véhicules utilitaires ; (ii) systématiser et optimiser les accords par une mise en concurrence des différents corridors ; (iii) évaluer les coûts de transport des importations maliennes par les ports d'Oran et d'Annaba en Algérie ; (iv) s'appuyer sur l'initiative du NEPAD pour relier le nord du Mali au reste du pays et du continent ; (v) étendre la capacité des entrepôts existants et construire ceux du port de Tema ;</p>	-MEF- MET- UEMOA MAECI CMC- CCIM	Fin mars 2006
	<p><u>Au niveau national</u> (i) adopter un régime fiscal unique pour les sociétés de transport ; (ii) créer des ports secs ; (iii) créer une bourse nationale de frêts ; (iv) renforcer la réglementation technique des véhicules de transports ; (v) créer un centre de maintenance technique adéquat pour le parc véhicules ; (vi) assurer la disponibilité de ressources pour l'entretien routier ; (vii) mettre en place un groupe de travail pour étudier et proposer des solutions visant à éliminer les barrages routiers et les taxes illégales le long des corridors de transit.</p>	MET – MEF – MSPC	Fin 2005

Améliorer le transport fluvial	(i) Aménager des petits ports de débarquement dans les zones reculées en vue de l'intégration des marchés intérieurs ; (ii) promouvoir l'investissement dans l'acquisition de bateaux à faible tirant d'eau ;	MET-MPIPME	Fin 2005
Améliorer les conditions du fret aérien	(i) garantir la sécurité du fret aérien en l'amenant aux dernières normes internationales ; (ii) supprimer les redevances aéroportuaires à l'exportation de la viande rouge et des fruits et légumes. (iii) évaluer l'adéquation de la chaîne logistique de froid ; (iv) rendre plus attractif l'établissement des installations frigorifiques à l'aéroport.	-MET – MEF –MIC – MA - MEP -ADM – CCIM - CNPM -Associations d'exportateurs CMC	Fin 2005
Améliorer le transport ferroviaire et ses services connexes	Améliorer les entrepôts maliens au port de Dakar ; (ii) faire respecter les clauses du contrat de concession du chemin de fer ; (iii) assurer le financement adéquat de l'entretien des accès routiers aux gares ferroviaires ; (iv) rouvrir certaines gares ferroviaires pour des raisons de désenclavement intérieur.	MET – MEF - MPIPME	Fin 2007
Améliorer la fiabilité et la qualité des services publics (électricité, eau et télécommunication)	(i) renforcer les mécanismes de réglementation et de coordination avec EDM pour améliorer davantage les secteurs eau et électricité ; (ii) continuer les progrès dans la privatisation de la SOTELMA ; (iii) mettre en œuvre des mesures destinées à réduire les coûts des facteurs clés (énergie, eau et télécommunications) conformément aux programmes de réformes des secteurs respectifs.	MEE – MEF – MCNT -CREE – CRT –	Fin 2005

I.2 Modernisation des douanes et facilitation du commerce			-
Moderniser l'administration des douanes et améliorer la qualité des statistiques du commerce extérieur.	(i) renforcer l'utilisation du SYDONIA ++ en utilisant le plus grand nombre de fonctionnalités dont la sélectivité des opérations ; (ii) assurer la formation des utilisateurs sur le système et son fonctionnement ;	MEF-MIC--MEP- MPAT-MAECI- DGD-CCIM	Fin 2005
Simplifier l'utilisation des régimes économiques et promouvoir leurs emplois dans le cadre d'une stratégie de développement sectoriel.	(i) revoir et évaluer l'utilisation des régimes économiques ; (ii) promouvoir des pratiques plus transparentes dans l'utilisation des régimes économiques ; (iii) informer le secteur privé des avantages de ces régimes.	MEF – MIC – CCIM	Fin 2005
Améliorer les procédures de transit et des opérations de commerce.	(i) Poursuivre les actions entreprises en vue de la mise en œuvre du TRIE unique au sein de la CEDEAO ; (ii) encourager plus de communication et de coopération entre les autorités douanières du Mali et des pays voisins pour éviter des retards inutiles dans le transit ; (iii) simplifier et améliorer la transparence des procédures douanières.	UEMOA-CEDEAO- DGD- DNCC- CCIM-CMC- DNT Associations de transitaires- Autres associations professionnelles	Fin 2006
Encourager l'utilisation du certificat d'origine à l'exportation	(i) rendre obligatoire l'usage du certificat d'origine ; (ii) informer les exportateurs sur les procédures d'obtention du certificat d'origine ; (iii) contrôler l'émission de ces certificats.	DGD – DNCC – Chambres consulaires Associations professionnelles	Fin 2005

I.3 Institutions d'appui au commerce, Politique commerciale et environnement des affaires			
Renforcer les capacités institutionnelles	(i) renforcer les capacités du Comité de Validation des Statistiques Nationales ; (ii) renforcer les capacités des agences consulaires et des structures de promotion du commerce ; (iii) rationaliser et coordonner les actions des structures chargées de la promotion ; (iv) renforcer les capacités (personnel et matériel) des laboratoires sanitaires et phytosanitaires ; (v) renforcer les capacités du comité chargé du suivi des accords commerciaux multilatéraux et créer un comité de suivi des APE ; (vi) dynamiser les actions de promotion de la qualité ; (vi) accélérer la création de zones industrielles à travers une structure appropriée ; (vii) renforcer les capacités des structures de concertation Etat-Secteur privé ; (viii) renforcer les capacités des services de lutte contre la fraude	MIC – MA – MEP – MS – MPIPME – MPAT-MAECI – Chambres consulaires – Trade Mali – AMAQ- US AID	Fin 2005

Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de promotion commerciale.	(i) créer une structure nationale de promotion des exportations ; (ii) lancer une campagne de promotion des produits maliens aux niveaux national et régional ; (iii) élaborer une stratégie visant à attirer les IDE dans les secteurs porteurs précis ; (iv) réaliser des études sur le commerce transfrontalier ; (v) améliorer la qualité et l'usage des statistiques commerciales afin de mieux promouvoir les investissements et les exportations ; (vi) faciliter l'accès des commerçants maliens au marché algérien conformément aux accords bilatéraux entre les deux pays ; (vii) dynamiser le comité de facilitation du commerce	MIC –MPIPME MPAT MAECI MATCL SOCIETE CIVILE CCIM Chambres consulaires US AID	Fin 2006
Rendre plus efficace l'intermédiation financière	(i) faciliter l'accès au crédit à travers les initiatives sectorielles ciblées dans le plan d'actions.	MEF – MIC – MPIPME – APBEF PDSF	Fin 2005
II MESURES SECTORIELLES			
II.1 AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE			
Renforcer et élargir le système d'information de marché	i) assurer la pérennité de l'OMA ; (ii) vendre les produits d'information aux opérateurs économiques, et assurer la recherche de financement, iv) étendre le système d'information de marché aux fruits et légumes ainsi qu'aux produits de l'élevage; et (v) identifier et introduire des mécanismes pour l'échange d'information de marché entre les pays de la région ouest africaine , et le marché international	APCAM OMA(Observatoire du marché agricole), CONOESAM, AMELEF, APEFEL, AMEPROC, la Fédération de Groupements interprofessionnels du bétail et de la viande (FEBEVIM), MA,	2005 (12 mois)

	international.	MEP, et ECOFIL, Ajex	
Améliorer la compétitivité des produits	(i) renforcer l'organisation des filières (de la production à la commercialisation), y compris l'organisation des acteurs ; (ii) identifier et introduire des mesures visant à renforcer les mécanismes de mise en application des normes et standards par le secteur privé, les laboratoires nationaux et les agences de réglementation ; (iii) promouvoir l'investissement privé dans des activités agro-industrielles sélectionnées.	DGRC- Représentants des principales associations d'exportateurs, CCIM, APCAM, APROFA, CONOESAM DNI, DGRC, et autres parties concernées CNPI, MPIPME	Fin 2005 (12 mois)
Renforcer les associations du secteur privé	(i) améliorer les capacités des organisations du secteur privé à promouvoir le commerce régional et international ; et (ii) renforcer les consultations avec le secteur privé en matière de négociations commerciales et de mise en œuvre des accords commerciaux .	DNCC,CCIM, APCAM, APROFA, CNPI, MIC, DNCC, DNI, MA, MPIPME, MAE	Fin 2005 (6 à 12 mois)
Augmenter la production et la commercialisation du riz	(i)assurer le développement des infrastructures d'irrigation, des équipements de transformation, de stockage et de commercialisation, (ii) établir un système sécurisant des titres fonciers des terres irriguées .	MA, MPIPME, Office du Niger, IER, CCIM, APCAM, APROFA, CNPI,MDEAF,CS A,CPI, Modérateur Etat/secteur privé	2005 (12 mois)
Améliorer l'environnement pour les activités en aval de la production cotonnière	(i) Continuer le processus de réforme du secteur cotonnier appuyé par la Banque mondiale et les bailleurs de fonds bilatéraux (France, Pays-	MA, MPIPME, CCIM, APCAM, APROFA, CNPI, MIC, DNCC, DNI	2005- 2007

	<p>Bas) et comprenant: la restructuration des principales opérations d'égrenage de la CMDT ; la libéralisation des activités de la filière ; améliorer le mécanisme de fixation de prix aux producteurs davantage tributaires du marché ; la réorganisation des fonctions critiques (fourniture d'intrants, mécanismes d'octroi de crédits aux producteurs pour assurer leur continuité après libéralisation ; (ii) poursuivre la fourniture de l'assistance technique aux associations de producteurs, au secteur privé et au gouvernement en appui à la mise en œuvre des mesures de réforme ; (iii) encourager l'investissement dans d'autres activités de la chaîne de valeur du secteur du coton.</p>		
<p>Augmenter la production et la commercialisation des produits de la filière <u>arachide</u></p>	<p>(i) introduire des semences améliorées et assurer une plus grande utilisation de l'engrais dans les zones de production pour augmenter les rendements et abaisser les coûts unitaires ; (ii) améliorer le stockage de façon à réduire les hauts niveaux d'<u>aflatoxine</u> ; (iii) mécaniser les activités de transformation en utilisant des technologies intermédiaires (telles que la traction animale) ; et (iv) améliorer le réseau de transport dans les zones de production.</p>	<p>MA, IER, CCIM, APCAM, APROFA, CNPI, MIC, DNCC, DNI, DGRC, MA, MPIPME</p>	<p>2005 (12 mois)</p>
<p>Augmenter la production et la commercialisation des produits de la filière <u>karité</u></p>	<p>(i) Formuler une politique de développement de la filière karité ; (ii) promouvoir les produits à base de karité et faciliter la diversification des marchés d'exportation ; (iii)</p>	<p>MA, IER, CCIM, APCAM, APROFA, MA, CNPI, MIC, DNCC, DNI, DGRC, MPIPME,</p>	<p>2005-2007 (36 mois)</p>

	renforcer les capacités des associations féminines et des ONG afin d'intensifier l'information et de renforcer les programmes de sensibilisation des paysans sur la production de beurre de karité de qualité; (iv) améliorer la qualité des arbres de karité et établir un programme systématique de protection des arbres existants et de plantation d'arbres nouveaux, en utilisant des méthodes de greffe développées par la recherche; (v) encourager le renforcement des capacités et améliorer l'équipement de façon à améliorer le processus et le traitement du karité au cours du séchage et du stockage, et (vi) appuyer la recherche sur la noix de karité et les produits dérivés.	CAFO, MPFEF	
Augmenter la production des filières non traditionnelles: <u>sucre</u>	Encourager le développement du secteur par des partenariats public/privé, de façon à assurer la disponibilité des services publics complémentaires (par exemple le service de vulgarisation).	MA, MIC, MPIPME, IER, CCIM, APCAM, APROFA- MAECI	2005 (12 mois)
Augmenter la production et la commercialisation des filières : <u>fruits et légumes</u>	(i) fournir de l'assistance technique pour renforcer toutes les phases de la filière – production, récolte, manutention et transport national et international,	APCAM, APROFA, CNPI, MIC, IER, CCIM, DNCC, DNI, DGPC, MA, MIC	Fin 2005(12 mois)

	<p>financement, accès aux intrants, contrôle de qualité (y compris établissement de normes), et commercialisation – dans un cadre du secteur privé ; et (ii) renforcer les mécanismes visant à améliorer le professionnalisme des exportateurs et à encourager plus de coopération et de coordination avec les acteurs en amont (section 4.1.1.3) ; (iii) diffuser aux producteurs et aux exportateurs les informations relatives aux normes, aux standards, à la qualité et à la traçabilité ; (iv) appuyer les efforts de diversification des marchés entreprise par le secteur privé ; (v) soutenir la mise en place d'infrastructures de stockage frigorifiques et de transformation par le secteur privé ; (vi) faciliter la production et l'acquisition d'emballages adéquats.</p>	<p>DGRC, MA, MIC, MPIPME, Ajax, Trade-Mali, BMS, BNDA, Mali-Finances</p> <p>AMELEF- APEFEL- Douanes - MPIPME , ATRAPAL,</p>	
<p>Augmenter la production et la commercialisation des filières viande, cuirs et peaux et volaille</p>	<p><u>Opération d'embouche à vocation commerciale:</u> (i) améliorer l'accès aux aliments concentrés de bétail; (ii) améliorer l'accès et la disposition en temps opportun de financement pour l'embouche saisonnier; (iii) meilleure information sur les prix ; (iv) formation en nouvelles technologies ; et (v) augmenter le fourrage de saison sèche.</p> <p><u>Normes sanitaires animales:</u> (i) renforcer les capacités des structures et des professionnels dans l'application des accords SPS, et du Code Zoosanitaire International.</p>	<p>MEP, IER, CCIM, APCAM, APROFA, CNPI, MIC, DNCC, DNI, DGRC, MA, MPIPME, FEBEVIM, CNPA, CNPI,CMC, Prodepam, Mali-finances, Trade-Mali- MAT- APCM</p>	<p>2005 -2006(24 mois)</p>

	<p>(ii) Instaurer un cadre de collaboration en matière d'échange d'information entre les administrations centrales ;</p> <p><u>Cuir et peaux</u>: (i) améliorer la qualité et la commercialisation des cuirs et peaux ; (ii) renforcer les mécanismes pour la diffusion d'information sur les prix et la qualité (section 4.1.1.3).</p> <p><u>Viande rouge</u>: (i) créer des conditions favorables à l'établissement d'infrastructures frigorifiques; (ii) appuyer l'intensification de la production; (iii) encourager l'investissement dans les aliments bétail ; (iv) organiser les professionnels de la filière et renforcer les équipements de transport</p> <p><u>Volaille</u> : lutter contre les maladies aviaires, renforcer les capacités de production de l'aliment –volaille et de poussins d'un jour, et organiser les professionnels</p>		
Augmenter la production et la commercialisation du poisson	(i) Renforcer les capacités des acteurs de la filière ; (ii) Encourager les investissements privés dans les infrastructures et équipements de production, de stockage, de transport et de commercialisation	MEP, MEF, MIC, MET, MATCL, MPIPME; APCAM, Organisations professionnelles des pêcheurs	2005-2007
Augmenter la production et la commercialisation de la filière <u>gomme arabique</u>	(i) vulgariser les méthodes de production ; (ii) encourager l'investissement dans le conditionnement (iii) Encourager l'investissement dans les unités	MA, MIC, MA, MPIPME, AMEPROC-MAECI	2005-2006

	modernes de raffinage; (ii) améliorer la qualité du produit., (iii) encourager la plantation des acacias		
II.2 ARTISANAT			
Améliorer la qualité, la performance commerciale et l'équité dans l'artisanat	(i) renforcer l'environnement économique et professionnel des artisans et des agents de la commercialisation de l'artisanat ; (ii) renforcer les mécanismes pour améliorer les compétences en matière technique, de gestion et de commercialisation des artisans (iii) évaluer l'impact de la fiscalité sur l'activité (iv) promouvoir les secteurs de l'artisanat à travers les missions diplomatiques à l'étranger ; (v) encourager l'organisation des circuits de commercialisation des produits artisanaux.	FNAM, ANAM, CMM, APCMM, CNPA MAT, MAECI, MIC	Fin 2005 (6 à 24 mois)
II.3 Industrie culturelle			
Assurer des pratiques équitables et respecter les droits d'auteurs et de la propriété intellectuelle, de façon à améliorer les revenus des compositeurs, auteurs et des producteurs	<u>Musique:</u> (i) renforcer l'environnement économique et professionnel des artistes et des agents de la commercialisation des produits artistiques ; (ii) renforcer les mécanismes pour améliorer les compétences en matière technique, de gestion et de commercialisation des artistes et leurs connaissances en principes fondamentaux des financements et des droits d'auteurs (iii) promouvoir le secteur artistique à travers les missions diplomatiques à l'étranger ; (v) encourager l'organisation des circuits de commercialisation des produits	Ministère de la Culture, BuMDA, MIC, MEF, DNCC, DGD, CEMAPI	Fin 2005(12 mois)

	artistiques. (v) assurer que les enregistrements importés sont enregistrés auprès de l'administration douanière ; (vi) revoir les fonctions et l'impartialité du BuMDA ; et (vii) assurer qu'un mécanisme efficace est en place pour régler les droits de propriété intellectuelle ; (viii) mieux protéger les droits de propriété relatifs aux produits audio.		
II.4 Mines			
Créer de la valeur ajoutée dans le secteur de l'or	(i)Exploitation minière:Fournir des incitations pour l'établissement des compagnies de traitement de l'or ; (ii) encourager l'installation d'une raffinerie de l'or ;	Resp : MMEE, MPIPME, MEF, UNOMIN,MIC, CCIM, Chambre des mines, CNPI, DNGM,	2005-2007
II.5 TOURISME			
Renforcer le cadre institutionnel	(i)fournir de l'assistance technique à la promotion touristique par la participation de l'OMATHO aux manifestations nationales et internationales (ii)fournir une assistance technique à l'OMATHO pour la collecte, le traitement et la diffusion des données statistiques ; (iii) promouvoir la destination Mali par l'élaboration d'un plan marketing et de communication ; (iv) promouvoir le tourisme national en impliquant les collectivités locales ;	MAT, OMATHO, municipalités locales, représentants des opérateurs de tourisme, hôtels et restaurants, MATCL, MSPC, Missions culturelles,	2005-2007

	(v) fournir l'assistance technique à l'OMATHO en matière de classement et de déclasséement des hôtels ;		
Encourager la mise en relation entre le tourisme et les autres intervenants	Identifier des activités connexes liées au tourisme (artisanat, musique, représentations, activités de loisir), et les intégrer au plan directeur du tourisme	MAT, Ministère de la Culture, représentants du secteur privé	2005-2007

VI CEREMONIE DE CLÔTURE

La cérémonie de clôture sous la présidence de Monsieur Mody N'DIAYE, Secrétaire Général du Ministère de l'Industrie et du Commerce, a eu lieu le 1^{er} décembre 2004 au Palais des Congrès de Bamako.

Elle s'est déroulée comme suit :

- Présentation du Rapport de synthèse par le Rapporteur Général, Mr Mohamed SIDIBE, Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence.
- Discours de clôture du Secrétaire Général du Ministère de l'Industrie et du Commerce.

La présentation du Rapporteur Général a porté sur le plan du Rapport et la matrice d'actions comprenant deux parties :

- **les aspects trans-sectoriels** : objectifs, mesures adéquates, structures concernées par la prise de décision, l'application, les bénéficiaires de ces mesures et enfin le calendrier indicatif d'exécution ;
- **les aspects sectoriels** : Ils concernent surtout la promotion de certaines filières ou sous filières. Ils ont également porté sur les rubriques :objectifs, mesures, structures concernées et calendrier.

Dans le discours de clôture prononcée au nom du Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Secrétaire Général dudit département s'est réjoui de la tenue de l'Atelier tel que prévu par le chronogramme d'activités du Comité de pilotage du Cadre Intégré.

Il a félicité les six organisations internationales qui ont initié le Cadre Intégré pour avoir tenu leur engagement dans la réalisation de la phase de l'EDIC et remercié leurs représentants venus depuis leurs sièges respectifs pour participer à l'étape décisive que constitue l'Atelier de validation.

Il a aussi vivement remercié les représentants résidents de ses organisations, particulièrement le PNUD, point focal des partenaires au Mali, de même que les partenaires bilatéraux, en l'occurrence l'US AID et Trade Mali qui n'ont ménagé aucun effort pour l'organisation des ateliers sectoriels et celui de la validation de l'EDIC par leur appui technique, financier et par leur conseil et expertise.

Il a ensuite sollicité les partenaires pour accompagner le Mali dans la réalisation de la phase suivante qui consisterait à l'organisation de la Table Ronde et la mise en oeuvre de projets et activités prioritaires.

En outre, il a remercié tous les participants pour leur disponibilité, leur grande considération à la réussite de l'Atelier.

Le Secrétaire Général du Ministère de l'Industrie et du Commerce a ensuite déclaré clos les travaux de l'Atelier national de validation de l'EDIC.

Bamako, le 1^{er} décembre 2004

L'Atelier